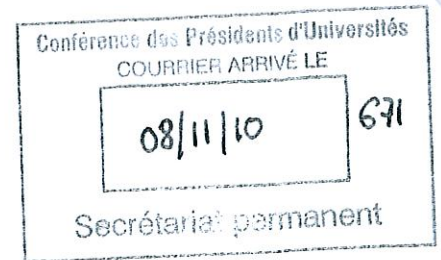




MINISTÈRE  
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE



Direction générale  
pour l'enseignement  
supérieur et l'insertion  
professionnelle

Service de la stratégie de  
l'enseignement supérieur et  
de l'insertion professionnelle

Département de  
l'architecture  
et de la qualité des  
formations de niveau Master  
et Doctorat

DGESIP/A3

N° 2010-995

Affaire suivie par  
Micheline NGUYEN  
Tél. : 01 55 55 63 08  
Fax : 01 55 55 69 69

Courriel : micheline.nguyen  
@education.gouv.fr

1, rue Descartes  
75231 Paris cedex 05

Paris le - 4 NOV. 2010

Le Directeur général pour l'enseignement  
supérieur et l'insertion professionnelle

à

Monsieur le Président de la Conférence des  
Présidents d'université

**Objet :** Certificat de compétences en langues de l'enseignement supérieur (CLES)

Par courrier en date du 24 décembre 2008, j'ai appelé votre attention sur la nécessité du soutien de la CPU en faveur du CLES afin que son développement soit assuré de manière mutualisée.

L'exigence d'une certification en langue vivante pour l'accès aux métiers de l'enseignement, à compter de la rentrée 2011, va encore contribuer à l'essor du CLES. Dans ce contexte, il conviendrait que les universités se saisissent de cet outil qui est historiquement le leur, pour certifier la maîtrise d'une langue étrangère, élément désormais indispensable de toute formation de l'enseignement supérieur.

Les atouts du CLES sont incontestables : gratuité ou faible coût du dispositif pour les étudiants, certification complète garantissant un niveau de langue aligné sur le cadre européen commun de référence...

Toutefois, sa gestion reste fragile car elle repose essentiellement sur l'engagement de deux enseignantes de langues, Mme Maurer et Mme Olive, mises à disposition par leurs universités respectives, Lyon 2 et Aix-Marseille 1.

Il serait donc souhaitable que la coordination et le développement du CLES soient assurés de manière mutualisée par un dispositif inter-universitaire qui pourrait être placé sous l'égide de la CPU.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître la position de la CPU sur ce sujet.

Le Directeur général pour l'enseignement supérieur  
et l'insertion professionnelle

Patrick HETZEL